

Session Plénière du 5 décembre 2016

Rapport sur le Brexit

(Intervention de l'Union Régionale Solidaires de Bretagne – Serge Le Quéau)

Si la décision de la Grande-Bretagne de quitter l'Union européenne a été une surprise et un coup de semonce pour les dirigeants et les élites européennes, elle était pourtant bien prévisible, comme étaient prévisibles les votes des Pays Bas et de la France en 2005 contre le Traité Constitutionnel Européen ou le rejet en 2014 par le peuple Grec des plans d'austérité que l'Union Européenne voulait lui imposer.

A chaque fois tous ces votes expriment clairement le même rejet par les peuples, d'une Europe de l'austérité, de la déréglementation du travail, du démantèlement des services publics, de l'accroissement des inégalités sociales, le rejet d'une Europe qui ne défend plus l'intérêt général, mais qui se met au service exclusif de la finance et du capital.

Après le Brexit, il est plus que temps que les dirigeants et les élites européennes descendent de leur tour d'ivoire et ouvrent enfin en grand leurs yeux et leurs oreilles pour comprendre ce qui se passe réellement en Europe. Ce qu'ils devraient comprendre, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui souffrent et se désespèrent en Europe sous la pression des politiques néolibérales.

Trop de gens perdent leurs emplois, trop de gens vivent dans la précarité ou voient leur niveau de vie baisser. Trop de gens s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants, qui s'annonce, si rien ne change, encore plus précaire que leur propre existence.

Mais ce vote a aussi exprimé clairement une profonde défiance à l'égard d'institutions non élues et la volonté des citoyen·ne·s de faire entendre leur voix. L'incapacité de l'Union européenne à répondre aux exigences démocratiques des peuples est certainement aussi une des causes de la crise sans précédent qu'elle traverse aujourd'hui. Il devient de plus en plus évident que l'Union Européenne doit changer radicalement, se refonder ou risquer la faillite et la désintégration.

Dans ce contexte alarmant, ce ne sont pas l'intervention du Président de Fondation Robert Schuman Jean Dominique Giuliani, prononcée lors de la journée thématique «Le Brexit et après», organisé le 17 octobre dernier, dans cet hémicycle qui peuvent être de nature à nous rassurer. Ce jour là, nous avons pu constater ce jour là, c'est toujours le déni de la réalité qui prévaut au sein des élites européennes.

Comme dans les années trente l'extrême droite est partout en embuscade en Europe, et au Royaume Uni comme ailleurs elle instrumentalise la colère populaire bien légitime en désignant réfugié·e·s et immigré·e·s comme boucs-émissaires. Or ce sont bien les ravages de l'austérité, la remise en cause de la démocratie, la destruction des services publics qui sont responsables des maux des peuples européens, pas les réfugié·e·s et migrant·e·s!

C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires réaffirme qu'il y a urgence à rompre radicalement avec l'orientation actuelle des politiques européennes : en finir avec l'austérité, développer les services

publics, organiser la transition écologique et sociale et réduire ainsi les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes. Il faut abandonner définitivement les projets d'accords commerciaux non démocratiques tels que le TAFTA et le CETA et prendre des mesures drastiques pour remettre le système financier et les multinationales sous contrôle, en particulier en luttant contre l'évasion fiscale.

Pour éviter son naufrage, il faut reconstruire une Europe de la solidarité et de la coopération plutôt qu'une Europe de la compétition et de la concurrence exacerbée.

Si nous considérons que la saisine du Ceser sur les enjeux du Brexit pour la Bretagne a été une heureuse initiative du Conseil Régional, nous considérons que le Ceser doit continuer à travailler sur les dossiers d'actualité qui préoccupent grandement nos concitoyen(es).

Nous profitons de la présence de Madame Salami vice-présidente de la Région Bretagne pour rappeler qu'avec la Cgt, la Fsu, la Confédération Paysanne et la coordination Rurale nous avons demandé début octobre, que la Région demande officiellement au Ceser d'identifier les enjeux et les impacts qu'aurait l'accord de libre échange Union Européenne/Canada, le CETA sur l'économie bretonne, s'il était signé.

Par ailleurs l'Union syndicale Solidaires demande également que le Ceser organise dans les prochaines semaines en partenariat avec le Conseil Régional, le Centre Jean Monnet et la Maison de l'Europe une conférence-débat ouverte au public autour des enjeux que représentent les traités de libres échanges transatlantiques. Une telle conférence devrait être l'occasion d'organiser un débat contradictoires entre des partisans et des opposants de ces traités, permettant de mieux éclairer les élus et plus largement tous nos concitoyens.

Je vous remercie.